

**LES JEUNES NE PAIERONT PAS LA CRISE,
LE 15 OCTOBRE, TOUS MOBILISES!**

Alors que chaque jour s'aggrave la crise globale du système économique et financier, les politiques d'austérité font des jeunes une « génération sacrifiée » sur l'autel du profit.

Partout en Europe, les gouvernements - avec la complicité de l'Union Européenne, le Fonds Monétaire International ou Banque Centrale Européenne - font payer aux peuples, les jeunes en tête, la lourde addition de la crise, avec des conditions de vie, d'études et de travail toujours plus dures faisant de nous une génération de précaires longue durée.

En Espagne, 300 000 familles sont menacées d'être expulsées de leur logement. En Grèce, 30% de jeunes sont au chômage. En France, en 5 ans 65 000 postes sont supprimés dans l'éducation nationale, 34% des étudiants renoncent aux soins faute de moyens suffisants. Au Portugal, 23% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. En Italie, l'âge de départ en retraite est repoussé à 65 ans. En Roumanie, les salaires sont amputés de 25%...

Pendant ce temps, les grandes entreprises françaises ont fait plus de 80 000 000 000 d'euros de profits en 2010. Autant de zéros que l'on ne retrouve pas sur nos fiches de paie.

Les banques privées, renflouées à coup d'argent public, continuent de s'enrichir sur notre dos. Quand la Banque Centrale Européenne leur fait des prêts avec un taux d'intérêt de 1%, elles imposent aux Etats des taux de 9 à 12%. La différence ? Dans leur poche ! Au lieu de servir aux écoles, aux hôpitaux, aux logements, aux transports, etc.

La droite a non seulement réarmé la machine à spéculer en transformant les dettes des banques en dette publique, mais elle a également multiplié les exonérations d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises !

« on n'a pas le choix, c'est la faute de la dette », c'est par cette imposture que Nicolas Sarkozy veut nous imposer la fameuse « règle d'or ». Son principe est simple : il s'agit d'inscrire dans la Constitution la politique d'austérité et d'injustice sociale que son gouvernement mène au bénéfice des marchés. Le message est clair : élisez qui vous voulez pourvu que les marchés et les agences de notations gardent le pouvoir pour amputer les services publics, les salaires et toutes les dépenses de l'État... ce serait un véritable coup de force contre la démocratie!

Alors que pour sortir de la crise politique et économique nous avons besoin de coopérations et de solidarités nouvelles entre les peuples, les gouvernements européens enfoncent le clou de la contrainte et de la concurrence. Les dernières mesures annoncées par le gouvernement Fillon participent de la même logique: toujours plus pour ceux qui ont tout ; toujours moins pour ceux qui travaillent, toujours moins pour les jeunes ! Incapable de changer de politique, la droite appui sur l'accélérateur et ne fait qu'amplifier les conséquences et les logiques de la crise!

Pour sortir de cette impasse il faut opposer la mobilisation populaire à la dictature financière !

Contre l'Europe de la concurrence nous voulons celle de la solidarité, contre l'Europe de la compétition nous voulons celle de la coopération, contre l'Europe des marchés financiers, nous voulons l'Europe des peuples!

Le 15 octobre, nous appelons les jeunes à être massivement présents dans les rues de France et d'Europe pour répondre à l'appel des jeunes Indignés espagnol.

Mobilisons-nous pour que l'argent ne serve plus à la spéculation, mais aille au développement de l'emploi, du logement, de la santé et de l'éducation!

Dès le 27 septembre nous appelons les jeunes à participer à la journée de grève et de manifestation contre les suppressions de postes et pour l'éducation ; le 11 octobre, nous les appelons à participer aux initiatives qui seront prises dans le cadre de cette journée de mobilisation interprofessionnelle.

Alors que notre pays n'a jamais été aussi riche, nous n'acceptons pas que notre génération soit condamnée à la précarité à perpétuité!

CRISE, DETTE : NOUS NE DEVONS RIEN, NOUS NE PAIERONS RIEN !

NOUS EXIGEONS:

- le retrait des mesures d'austérités du Plan Fillon
- de nos sénateurs et députés qu'ils votent contre la règle d'or
- l'arrêt des suppressions de postes dans l'Education Nationale, un plan pluriannuel d'embauches de professeurs, infirmières, conseillers d'orientation et un investissement massif dans l'ensemble des services publics
- un plan pour l'emploi des jeunes, refaisant du CDI la norme d'embauche
- la mise en place d'un statut social de la jeunesse pour les jeunes en formation et en insertion comprenant une allocation d'autonomie
- le retour à la retraite à 60 ans, à taux plein et la prise en compte des années d'études dans le calcul des annuités

Premières organisations signataires :

